



Frank CANNAROZZO

Conseiller municipal d'Aulnay, ancien adjoint au maire

COMMUNIQUE DE PRESSE

Aulnay, le 17/09/2011

La chambre régionale des comptes vient de publier son rapport sur la période 2005-2009. Comme toujours elle relève les erreurs et les dysfonctionnements. Toutefois concernant la partie consacrée à la sécurité publique, je considère son analyse comme totalement faussée au regard des éléments suivants :

1. Le rapporteur s'est quasi-uniquement adressé au maire actuel, M Ségura et son conseiller délégué pour établir son point de vue. Il n'est donc pas étonnant que celui-ci soit en tout point conforme à celui du maire actuel. Quelle partialité !
2. Seul Gérard Gaudron, parmi les acteurs précédents, a été interrogé à trois reprises mais sans base documentaire précise. L'ancienne directrice générale des services, l'ancien directeur de la prévention et de la sécurité, l'ancien responsable de l'observatoire et du CLS, l'ancien directeur de l'espace public, l'ancien commissaire de police et moi-même, n'avons même pas été sollicités. Il m'a fallu, avec Gérard Gaudron, demander à être entendu par la Chambre une fois la procédure terminée ! Cela en dit long sur le caractère fallacieux de cet audit.
3. Des dizaines de documents manquent à l'appel. L'actuel maire s'est bien gardé de fournir, laissant conclure le rapporteur, à chaque absence, par une interrogation douteuse ou une conclusion totalement fallacieuse. Il nous a fallu, au hasard de ce que nous avions pu sauvegarder informatiquement et des copies de documents adressés par les services de l'époque, fournir le rapporteur sans même savoir quels documents il avait pu consulter. Simplement inadmissible !
4. Les contre-vérités sont légions et les conclusions sont faussées du fait de cette absence de consultation documentaire et des acteurs de l'époque. D'ailleurs aucune liste des documents consultés ni des personnes interrogées n'est publiée, on se demande bien pourquoi !
5. Il n'est fait aucun distinguo entre les actions comprises dans la période 2005-mars 2008 et suivante du fait que l'état de délabrement constaté par le rapporteur à la fin de 2009 est décrit comme ayant toujours été le cas. « je ne vois rien aujourd'hui, c'est donc qu'il n'y avait rien hier », sacrée vérité !

Nous sommes devant un rapport pointant naturellement des erreurs et c'est bien normal. Mais la procédure utilisée pour conclure est totalement injustifiable, injustifiée et injuste. Elle est en tout point contestable. Même les chiffres de la délinquance considérés ne sont pas les bons, cela en dit long sur la fiabilité de cet audit !

D'autres acteurs institutionnels et surtout les aulnaysiens ont apprécié notre travail, mais le rapporteur ne les a évidemment pas interrogés...